

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/3106
22 décembre 1955
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Onzième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES : RESUME ET
ANALYSES DES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUEES EN VERTU DE L'ARTICLE 73 e
DE LA CHARTE. RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

Territoires de l'Afrique du Sud^{1/}

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
BASSOUTOLAND.	3
BETCHCUANALAND	21
SOUAZILAND.	39

^{1/} Renseignements relatifs au Bassoutoland, au Betchcuanaland et au Souaziland communiqués au Secrétaire général par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Le résumé est présenté en outre au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

Les dépenses effectives au titre des services agricoles et vétérinaires ont été de 66.847 livres sterling en 1947/48^{1/}, de 90.535 livres sterling en 1951/52^{2/}, de 69.994 livres sterling en 1952/53^{2/} et de 79.270 livres sterling en 1953/54^{2/}.

La politique agricole vise à accroître la production provenant des superficies actuellement en culture. Le régime foncier est communal; tout homme marié a droit à une allocation de terres arables et peut faire paître sur les pâturages communaux les bêtes nécessaires à sa subsistance et à celle de sa famille. Les non-autochtones ne peuvent posséder de terres dans le territoire. On a cependant alloué aux commerçants et aux missionnaires européens les terres dont ils avaient besoin. Les réserves de l'Administration se limitent à de petites superficies autour du siège de l'Administration dans la capitale et les districts.

En 1950, la superficie cultivable était de 930.000^{3/} acres et représentait 12,4 pour 100 de la superficie totale. Il y a en outre 3.000 acres de cultures non tribales. Il n'est pas possible d'étendre encore les cultures et la chose n'est pas souhaitable si l'on veut maintenir un équilibre harmonieux entre terres arables et pâturages.

Principales cultures

Les principales cultures sont le maïs, le sorgho, le blé, les pois, les fèves; l'orge et l'avoine viennent ensuite. Des recherches sur les cultures ont été effectuées à la station expérimentale de Maseru.

Cheptel

En raison de son importance dans l'économie du territoire, le cheptel est recensé tous les deux ans.

Nombre de têtes

	Recensement de 1949	Recensement de 1951	Recensement de 1953
Bovins	431.141	401.221	406.454
Chevaux	78.832	102.903	92.884
Anes	49.005	59.188	53.543
Ovins	1.557.546	1.564.001	1.303.325
Caprins	609.267	637.065	556.612
Mulets	2.468	3.089	3.550

- 1/ Royaume-Uni, Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1948, Maseru, 1949, page 28.
- 2/ Royaume-Uni, Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1954, Maseru, 1955, page 28.
- 3/ Royaume-Uni, Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1954, Maseru, 1955, page 36.

Produits de l'élevage

La laine et le mohair sont les principaux produits d'exportation. Une réglementation destinée à améliorer la tonte, le triage et l'emballage de ces produits a été édictée en 1953.

Exportations nationales de produits de l'élevage

	1948 ^{a/}	1952	1953	1954
		(en tonnes fortes)		
Laine	4.241,2	3.503,4	2.811,1	3.514,2
Mohair	730,3	548,9	465,4	496,9

a/ Royaume-Uni, Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1948, Londres, 1949, page 37.

Il n'existe pas de sociétés de crédit et les dettes agricoles sont pratiquement inexistantes. Des projets tendant à l'introduction d'un système de crédit coopératif qui alimenterait en capital les coopératives commerciales, les sociétés de culture en commun et les sociétés de crédit rural du type Raiffeissen sont à l'étude^{1/}.

FORETS

Il n'y a pas dans le territoire de forêt exploitée commercialement. L'Administration encourage les autorités indigènes et les particuliers à planter des arbres.

ENERGIE

La seule source d'énergie électrique est située à Maseru. Cette centrale, d'une capacité installée de 300 kw, alimente environ 1.800 utilisateurs.

INDUSTRIE

Il n'y a pas d'industrie, à l'exception de deux petites imprimeries, dirigées par des missions, qui emploient l'une 80 et l'autre 40 personnes.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Le réseau routier comprend environ 500 milles de routes principales et 1.600 milles de pistes cavalières. Dans la région montagneuse de l'intérieur, on achève la construction d'une route moderne qui permettra de pénétrer dans la région pour la développer. Le territoire est relié au réseau ferroviaire de l'Union Sud-Africaine.

^{1/} Royaume-Uni, Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1954, Maseru, 1955, page 44.

Il y a au Bassoutoland deux aérodromes pour avions légers et un certain nombre de pistes d'atterrissage.

/ Communications

L'administration postale du Bassoutoland fait partie de l'administration postale de l'Union Sud-Africaine.

En 1954, on comptait 62 bureaux de poste et agences postales contre 60 en 1952 et en 1953.

FINANCES PUBLIQUES

Les opérations budgétaires du territoire sont exécutées par le Trésor de l'Administration centrale. En outre, l'administration indigène (bassouto) a son Trésor national propre, administré par les Bassoutos, avec des cadres bassoutos.

Recettes et dépenses (montant effectif)^{a/}

Budget du territoire	1948/49 ^{b/}	1951/52 ^{c/}	1952/53 ^{c/}	1953/54 ^{c/}
	(en milliers de livres sterling)			
Recettes ordinaires	908,5	1.236,7	1.201,6	1.342,4
Subventions du Colonial				
<u>Development and Welfare Fund</u>	<u>72,5</u>	<u>190,0</u>	<u>167,2</u>	<u>171,1</u>
Total	981,0	1.426,7	1.368,8	1.513,5
Dépenses ordinaires	915,6	1.111,6	1.239,0	1.236,8
Dépenses pour les programmes de développement économique et social coloniaux	<u>74,4</u>	<u>185,0</u>	<u>163,5</u>	<u>169,6</u>
Total	990,0	1.296,6	1.402,5	1.406,4

a/ Exercice financier prenant fin le 31 mars.

b/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1949, Londres, 1950, page 18.

c/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1954, Maseru, 1955, pages 27 et 28.

Impôts

Les Africains ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu. Il existe néanmoins un impôt indigène, qui est de 34 à 40 shillings. En outre, les Africains acquittent une taxe de 25 shillings pour chacune de leurs femmes en sus de la première épousée; cette taxe ne peut dépasser 50 shillings. Tout habitant non indigène du sexe masculin est soumis à un impôt de capitation de 3 livres et doit acquitter un impôt sur le revenu et une surtaxe, selon un barème progressif dont les taux de surimposition varient^{1/}.

1/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1953, Maseru, 1954, page 28 et Annual Report on Basutoland for the Year 1954, Maseru, 1955, page 30.

BANQUES ET CREDIT

La Standard Bank of South Africa, Ltd. a une succursale au Bassoutoland. Le taux de l'escompte et les conditions qui régissent la balance des paiements et le contrôle des devises sont sensiblement les mêmes que dans l'Union Sud-Africaine. L'octroi de crédit aux Sud-Africains est réglementé par la loi.

COMMERCE INTERNATIONAL

Valeur des importations et valeur des exportations

	1948 ^{a/}	1952 ^{b/}	1953 ^{b/}	1954 ^{b/}
	(en milliers de livres sterling)			
Commerce général d'importation ^{c/}	1.807,3	2.584,3	2.591,1	2.612,0
Exportations nationales	1.336,3	2.208,1	2.278,6	1.954,1
Principales importations				
Bétail	53,4	9,3	2,6	3,0
Céréales	42,0	408,4	171,4	204,3
Principales exportations				
Bétail	68,9	87,8	62,2	55,8
Céréales	398,8	414,1	274,0	327,0
Laine et mohair	840,7	1.607,0	1.840,0	1.494,9

a/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1949, Londres, 1950, pages 23 et 24.

b/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1954, Maseru, 1955, page 35.

c/ Non compris les importations de l'Administration.

La valeur des principales importations et exportations ne se rapporte qu'aux importations et exportations effectuées par des commerçants et des sociétés coopératives.

CONDITIONS SOCIALES

Etant donné que les populations européennes et indiennes sont très peu nombreuses, il ne se pose aucun problème racial grave.

Les femmes peuvent être chefs de tribu, chefs de village et, normalement, la femme mosouto accomplit les mêmes tâches que les paysannes d'Europe.

MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

Il n'y a pas de Service du travail. Comme le Bassoutoland ne possède pas d'industries, la politique du travail porte essentiellement sur le contrôle et la protection de la main-d'oeuvre migrante.

Emploi

Les principales activités sont l'agriculture et l'élevage. De nombreux Bassutos quittent le territoire pour chercher du travail dans l'Union Sud-Africaine. Le tableau ci-dessous indique le nombre de permis délivrés à des Bassutos quittant le territoire pour occuper un emploi temporaire dans l'Union Sud-Africaine.

Travailleurs migrants

	1948 ^{a/}	1952 ^{b/}	1953 ^{b/}	1954 ^{b/}
Mines d'or	20.562	25.612	25.504	29.002
Mines de charbon	4.701	5.782	5.398	6.043
Mines de diamant	878	1.329	473	947
Mines de manganèse	126	157	183	59
Divers	<u>575</u>	<u>1.473</u>	<u>2.079</u>	<u>1.693</u>
Total	26.842	34.353	33.637	37.771
Agriculture	4.199	4.771	4.408	3.807
Divers	<u>18.778</u>	<u>24.608</u>	<u>23.605</u>	<u>21.280</u>
Total	49.819	63.732	61.650	62.858

a/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1948, Maseru, 1949, page 24.

b/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1954, Maseru, 1955, page 22.

Un service spécial recrute des travailleurs pour les mines situées dans l'Union Sud-Africaine. Les migrants peuvent envoyer des fonds à leur famille. Un bureau du Travail pour les territoires relevant du Haut-Commissariat est établi dans l'Union Sud-Africaine.

Conditions de l'emploi

Pour les Africains, peu nombreux, qui trouvent un emploi salarié dans le territoire, les salaires sont restés sensiblement les mêmes en 1954 qu'en 1948 : une livre 10 shillings à 5 livres par mois pour les domestiques, 5 à 10 livres par mois pour les contremaîtres, 8 à 18 livres par mois pour les artisans et 2 shillings 3 pence à 3 shillings par jour pour les manoeuvres. La nourriture et le logement viennent normalement s'ajouter au salaire.

Organisations professionnelles

Le nombre de syndicats ouvriers est passé de 2 en 1952 à 3 en 1953 et à 4 en 1954^{1/}.

Formation professionnelle

Deux établissements d'enseignement technique préparent aux métiers du bâtiment, de la charpenterie, de la menuiserie, du travail du cuir, de la mécanique automobile, au métier de tailleur et au travail de bureau. Trois écoles artisanales subventionnées par l'Administration enseignent aux jeunes filles à filer et à tisser; ces métiers sont également enseignés dans les foyers des villages. Dans les agglomérations plus importantes, des cours du soir sont organisés pour les adultes.

SOCIETES COOPERATIVES

Il existe un Service des coopératives, dirigé par un secrétaire. La vente de la laine, du mohair, des cuirs et peaux demeure la principale et la plus lucrative activité des coopératives. Le mouvement coopératif est solidement établi, malgré des progrès assez lents.

^{1/} Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1954, Maseru, 1955, page 25.

	1951 ^{a/}	1952 ^{a/}	1953 ^{a/}	1954 ^{a/}
Nombre de sociétés coopératives	32	29	30	37
Nombre d'adhérents	3.447	3.894	4.390	5.147
Chiffre d'affaires (en milliers de livres sterling)	156,5	101,3	90,4	83,1

a/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1954, Maseru, 1955, page 46. Les sommes indiquées pour le chiffre d'affaires se rapportent à l'exercice financier des sociétés. En 1951, cet exercice a pris fin le 31 mars. Depuis 1952, il prend fin le 30 septembre. Les sommes relatives à 1952 se rapportent donc à une période de dix-huit mois.

AMENAGEMENT DES CAMPAGNES, URBANISME ET LOGEMENT

En 1954, on a achevé la construction de huit logements pour le personnel administratif européen et de vingt maisons pour le personnel africain.

ASSISTANCE SOCIALE ET PROGRES SOCIAL

Les conditions de vie dans les villes ne posent aucun problème. Il n'existe aucun système officiel d'assurances sociales ou d'assistance sociale. Des organisations bénévoles dirigées par des Européens et des Bassoutos accomplissent une oeuvre très utile. Une caisse de secours pour les anciens militaires bassoutos a versé, sous forme d'allocations pour frais d'études et d'allocations familiales, 1.831 livres sterling en 1954.

Lutte contre le crime et traitement des délinquants

	1948 ^{a/}	Nombre de condamnations		1954 ^{d/}
		1952 ^{b/}	1953 ^{c/}	
Délits contre les personnes	553	487	408	372
Délits contre les biens	558	778	1.222	900
Infractions aux lois sur les boissons alcooliques	66	124	172	140
Divers	<u>1.012</u>	<u>2.239</u>	<u>2.016</u>	<u>1.985</u>
	2.189	3.628	3.818	3.405

En 1954, 21 personnes ont été condamnées à mort, 904 à une peine d'emprisonnement; 2.474 personnes ont dû payer des amendes et 73 ont reçu des châtiments corporels.

Etablissements pénitentiaires

	1948	1952	1953	1954
Prisons	9	10	10	10
Moyenne journalière de détenus	695 ^{a/}	795,0 ^{b/}	894,4 ^{c/}	879,2 ^{d/}

a/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1948, Maseru, 1949, pages 88 et 90.

b/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1952, Maseru, 1953, pages 60 et 62.

c/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1953, Maseru, 1954, page 67.

d/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1954, Maseru, 1955, pages 74, 75 et 80.

Les détenus peuvent, par leur bonne conduite, obtenir la remise du tiers de leur peine. Il n'y a pas d'assistance pour les prisonniers libérés.

SANTE PUBLIQUE

Le Service médical assure par l'intermédiaire des hôpitaux, dispensaires, centres sanitaires, centres de traitement ruraux et autres services sanitaires, des services médicaux bien compris, préventifs et thérapeutiques. Il collabore avec les autres services de l'Administration dans le domaine de l'action sociale; il s'efforce d'enseigner au public toutes les questions relatives à l'hygiène et à la santé, et assure la formation d'infirmiers et d'infirmières, d'auxiliaires de la santé publique, de préparateurs en pharmacie-anesthésistes, et de surveillants de léproseries, qui font également fonction d'inspecteurs d'hygiène et d'inspecteurs sociaux^{1/}.

Dépenses (montant effectif)

	1948/49 ^{a/}	1951/52 ^{b/}	1952/53	1953/54
	(en milliers de livres sterling)			
Service médical	103,4	121,0	122,6	133,4
Subventions du Gouvernement métropolitain	...	...	...	23,0

a/ Bassoutoland. Annual Medical and Public Health Report for the Year 1949, page 11.

b/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1952, Maseru, 1953, page 41.

1/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1954, Maseru, 1955, page 51.

Personnel médical et sanitaire

	1953		1954	
	Fonction- naires	Non- Fonction- naires <u>a/</u>	Fonction- naires	Non- Fonction- naires
Médecins diplômés	16	11	20	7
Médecins agréés	-	-	1	1
Infirmières diplômées	{ 53	10	13	19
Infirmières qualifiées			26	4
Infirmières ayant une formation partielle	14	8	13	10
Sages-femmes diplômées	{ 38	7	17	7
Sages-femmes agréées			17	2
Sages-femmes ayant une formation partielle	4	-	4	-
Inspecteurs d'hygiène	1	-	1	-
Pharmaciens	-	1	-	1
Dentistes	-	1	-	1

a/ Y compris le personnel des missions.

Etablissements hospitaliers

	Nombre		Nombre de lits			
	1953	1954	1953	1954		
Hôpitaux	13	13	547	564		
Dispensaires	16	29	...	...
Services spécialisés	Dans les hôpitaux de médecine générale		Dans les dispensaires		Etablissements spéciaux	
	1953	1954	1953	1954	1953	1954
Centres de protection maternelle et infantile	1	3	8	10	-	-
Lutte antituberculeuse	1	1	-	-	-	-
Lutte contre les maladies vénériennes	-	-	13	14	-	-
Traitement de la lèpre					1	1
Traitement des maladies mentales					1	1
Formations mobiles					-	-

a/ Publics et privés.

Les hôpitaux ont des cliniques pour consultations prénatales et postnatales.

Le territoire n'a pas d'établissements assurant la formation de médecins praticiens. Les Africains peuvent recevoir cette formation à la Natal Medical School dans l'Union Sud-Africaine. L'hôpital de Maseru forme des infirmières, sous la surveillance du Conseil des soins infirmiers pour les Territoires relevant du Haut-Commissariat.

La fréquence, relativement forte, des maladies de la nutrition et des maladies de carence est due au fait que l'aliment de base est le maïs. La pellagre et le kwashiorkor sont relativement fréquents. Les maladies qui présentent une importance sociale sont surtout les maladies vénériennes et la tuberculose. Les maladies endémiques sont notamment la diphtérie, la fièvre typhoïde, la rougeole, la coqueluche et, plus rarement, le typhus, la peste et la variole.

Un consultant de l'Organisation mondiale de la santé, spécialiste de la tuberculose, s'est rendu dans le territoire en janvier 1954^{1/}.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance prêtera son concours en mai et juin 1955 pour l'organisation d'une campagne de vaccination massive contre la diphtérie et la coqueluche.

Principales causes de décès

Les principales causes de décès connues sont la tuberculose, la fièvre typhoïde, la diphtérie, les maladies de coeur et la broncho-pneumonie.

^{1/} Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1954, Maseru, 1955, page 52.

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

L'enseignement primaire est gratuit; il n'est pas obligatoire. Des droits de scolarité couvrant les frais de pension sont perçus dans les écoles secondaires et les écoles normales. Les élèves des écoles techniques paient des droits peu élevés mais, après la première année, les apprentis reçoivent une paie, qui équivaut au montant des droits acquittés.

L'enseignement des Africains relève surtout de trois missions qui le dispensent sous la surveillance du Service de l'enseignement.

Le Directeur de l'enseignement est assisté par un conseil consultatif central et par des comités consultatifs de district. Ces comités sont composés en majorité d'Africains et prennent une part de plus en plus active à l'élaboration de la politique de l'enseignement. Les programmes d'enseignement soulignent la nécessité d'élever le niveau de l'enseignement, et, dans l'immédiat, d'améliorer le fonctionnement des établissements qui forment le personnel enseignant.

Dépenses (montant effectif)

	1948/49 ^{a/}	1952 ^{b/}	1953 ^{c/}	1954 ^{d/}
	(en milliers de livres sterling)			
Dépenses ordinaires et dépenses d'équipement	158,1	170,3	173,1	196,4
Organisations bénévoles	...	6,4	58,4	55,0
Subventions du <u>Colonial Development Welfare Fund</u>	...	...	13,1	7,7
Total			244,6	259,1

a/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1949, Londres, 1950, page 18.

b/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1952, Maseru, 1953, page 39.

c/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1953, Maseru 1954, page 46.

d/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Basutoland for the Year 1954, Maseru 1955, page 50.

REGIME SCOLAIRE

L'enseignement primaire pour les Africains comprend les huit premières années de la vie scolaire de l'enfant. Il est divisé en deux sections : les écoles primaires avec enseignement en langue vernaculaire comprennent les degrés A et B, les classes I, II, III; les écoles intermédiaires comprennent les classes IV à VI (trois ans)^{1/}.

Dans toutes les écoles élémentaires, le Sesouto est la langue d'enseignement; l'anglais figure parmi les matières enseignées. Après la classe VI, la langue vernaculaire est remplacée par l'anglais.

Les études secondaires, qui commencent après la classe VI, s'étendent sur quatre ans^{1/}.

Des bourses sont accordées aux élèves pour leur permettre d'étudier hors du territoire.

L'enseignement primaire est dispensé aux enfants européens dans les centres où il y a plus de cinq enfants européens d'âge scolaire. Il n'y a pas d'enseignement postprimaire pour les Européens dans le territoire^{2/}.

1/ Bassoutoland : Annual Report by the Director of Education for the Year 1954. Maseru, 1955, pages 6 et 18.

2/ Ibid., pages 18 et 19.

	1948 ^{a/}		Ecoles 1952 ^{b/}		1953 ^{c/}		1954 ^{d/}	
	Publiques ou subven- tionnées	Non subven- tionnées	Publiques ou subven- tionnées	Non subven- tionnées	Publiques ou subven- tionnées	Non subven- tionnées	Publiques ou subven- tionnées	Non subven- tionnées
Africaines :								
Ecoles primaires	815	113	807	106	812	108	813	117
Ecoles secondaires	1	-	5	-	5	-	7	-
Ecoles professionnelles	10	-	2 ^{e/}	-	2 ^{e/}	-	2 ^{f/}	-
Ecoles normales	...	-	.7	-	7	-	10	-
Etablissements d'ensei- gnement supérieur	-	1	-	1	-	1	-	1

^{a/} Bassoutoland : Annual Report by the Director of Education for the Year 1948, page 43.

^{b/} Bassoutoland : Annual Report by the Director of Education for the Year 1952, page 34.

^{c/} Bassoutoland : Annual Report by the Director of Education for the Year 1953, page 31.

^{d/} Bassoutoland : Annual Report by the Director of Education for the Year 1954, page 27.

^{e/} Non compris deux écoles professionnelles du niveau de l'enseignement primaire.

^{f/} Non compris cinq écoles professionnelles du niveau de l'enseignement primaire.

En 1954, on comptait sept écoles primaires européennes, fréquentées par 69 garçons et 75 filles, au lieu de six écoles en 1949, fréquentées par 113 garçons et filles.

	<u>1948^{a/}</u>		<u>Elèves</u> <u>1952^{b/}</u>		<u>1953</u>		<u>1954</u>	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Africains :								
Ecoles publiques	166	48	...	...	83	-	90	-
Ecoles subven- tionnées et écoles non subventionnées :								
Ecoles primaires	28.302	53.692	31.450	61.927	32.957 ^{c/}	62.339 ^{c/}	36.164 ^{d/}	65.511 ^{d/}
Ecoles secondaires	237	73	(	(	665	345	611	388
Ecoles profes- sionnelles	49	53	(	(	482	52	315	138
Ecoles normales	125	120	(	(	127	154	128	161
Etablissements d'enseignement supérieur :								
Dans le territoire	...	...	44 ^{e/}	10 ^{e/}	6	2	29 ^{f/}	8
Dans le Royaume-Uni	...	...	...	...	2	-	4	-
Dans l'Union Sud-Africaine	...	...	...	...	14	3	12	3

a/ Bassoutoland : Annual Report by the Director of Education for the Year 1948,
pages 49 et 51.

b/ Bassoutoland : Annual Report by the Director of Education for the Year 1952,
pages 35 et 38.

c/ Y compris 55 garçons et 71 filles non africains.

d/ Y compris 69 garçons et 75 filles non africains.

e/ 9 Africains, 26 non-Africains.

f/ Y compris 2 garçons non africains.

	<u>Maîtres</u>							
	1948 ^{a/}		1952 ^{b/}		1953		1954	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Africains :								
Ecoles publiques et écoles subventionnées :								
Ecoles primaires	1.161 ^{g/}	492	1.181	708	1.219	735	1.237	769
Ecoles secondaires	(	(	(	(	17	12	22	13
Ecoles professionnelles	(37	(23	(36	(22	21	-	22	-
Ecoles normales	(	(	(	(	18	13	20	15
Etablissements d'enseignement supérieur	...		10		9	...	15	1

a/ Bassoutoland : Annual Report by the Director of Education for the Year 1948, pages 49 et 51.

b/ Bassoutoland : Annual Report by the Director of Education for the Year 1952, pages 35 et 38.

g/ Non compris 120 maîtres environ enseignant dans des écoles privées, la plupart sans avoir reçu une formation spéciale.

INSTRUCTION DES ADULTES

Le nombre des analphabètes est très faible, ce qui dispense de lutter systématiquement contre l'analphabétisme. Aux textes fournis par les missions s'ajoutent ceux des Colonial Information Services et du British Council. A Maseru, les centres de mission les plus importants sont dotés de bibliothèques, et de petites bibliothèques ont été créées ou sont en voie d'installation au centre administratif des divers districts.

ORGANISATIONS DE JEUNESSE

Les organisations les plus actives sont les mouvements d'éclaireurs et d'éclaireuses. Les centres de collectivités servent de lieu de réunion pour les jeunes gens et les adultes.

INFORMATION DES MASSES

Il existe trois journaux en langue vernaculaire, un cinéma, un cinéma ambulant et dix-huit projecteurs cinématographiques (contre 14 en 1953). Il y a environ 500 postes récepteurs de radio, mais il n'y a aucun poste émetteur.

BETCHOUANALAND

Le 15 juillet 1955, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a communiqué au Secrétaire général les renseignements sur le Betchouanaland pour l'année qui a pris fin le 31 décembre 1954. On trouvera ci-après un résumé de ces renseignements groupés conformément au Schéma destiné à servir de guide aux Etats Membres pour la préparation des renseignements à transmettre en application de l'Article 73 e.

SUPERFICIE

Le Betchouanaland a une superficie totale d'environ 712.200 kilomètres carrés (275.000 milles carrés)^{1/}.

POPULATION

	Recensement de 1946
Africains	292.755
Métis et Asiatiques	1.176
Européens	<u>2.379</u>
Total	296.310

La population était évaluée à 292.000 en 1952 et à 293.000 habitants en 1953^{2/}.

CONDITIONS ECONOMIQUES

L'économie du territoire est fondée presque entièrement sur l'élevage, principalement des bovins (qui représentent environ 80 pour 100 du revenu national). La balance commerciale pour l'année 1954 fait apparaître un excédent des exportations sur les importations de l'ordre de 370.260 livres sterling. Le pays a exporté de petites quantités d'or, d'argent, de cyanite et d'amiante. Les importations de maïs ont diminué en 1954, mais les exportations de haricots, d'autres légumineuses et de sorgho ont sensiblement augmenté.

^{1/} Organisation des Nations Unies : Annuaire démographique, 1954, New-York, 1954, p. 99.

^{2/} Organisation des Nations Unies : Annuaire démographique, 1954, New-York, 1954, p. 99.

AGRICULTURE ET ELEVAGE

Le Service de l'agriculture comprend 17 Européens et 95 Africains. Les dépenses de ce Service prévues pour 1954/55^{1/}, y compris celles du Colonial Development and Welfare Fund, étaient de 40.510 livres sterling contre 40.444 livres sterling pour 1953/54. Les dépenses du même Service prévues pour 1954/55 étaient de 26.443 livres sterling; les dépenses effectives en 1953/54 ont atteint 22.029 livres sterling^{2/} et 19.271 livres sterling pour 1952/53^{3/}.

Les terres sont réparties de la façon suivante :

Terres arables	650 milles carrés
Prairies et pâturages	262.550 "
Bois et forêts	3.700 "
Autres terres	8.100 "

Les administrations tribales contrôlent l'utilisation des ressources naturelles à l'intérieur de leurs réserves respectives. Les terres arables sont attribuées aux particuliers et les pâturages aux communautés. Les Européens possèdent et cultivent environ un pour cent des terres du protectorat, les réserves indigènes représentent 38 pour 100 des terres, les autres terres appartiennent au domaine de la Couronne. L'Administration a élaboré une loi réglementant la conservation de l'eau et l'utilisation des sols, qui sera bientôt promulguée.

La culture principale est le sorgho. En outre, on cultive le maïs, le millet, les haricots et les arachides. La récolte a été bonne en 1954 et l'on a pu disposer de grandes quantités de doura, de maïs, de haricots et d'autres produits pour la consommation locale, la vente et l'exportation. Au cours du dernier semestre de 1954, le territoire a pu en grande partie subvenir à ses besoins grâce aux accords conclus avec l'Union Sud-Africaine en ce qui concerne la préparation, l'emmagasinement, le commerce et la distribution du maïs cultivé localement^{4/}.

On a poursuivi les recherches et les essais concernant certaines variétés de cultures, les engrais et les procédés de plantage. La vulgarisation des méthodes s'est intensifiée au profit de culture des agriculteurs africains, qui ont acheté du matériel agricole en grande quantité.

1/ Exercice financier prenant fin le 31 mars.

2/ Protectorat du Betchouanaland : Estimates of Revenue and Expenditure for the Year 1955-1956 (Including Colonial Development Schemes).

3/ Protectorat du Betchouanaland : Estimates of Revenue and Expenditure for the Year 1954-1955, p. 10.

4/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report of the Bechuanaland Protectorate for the Year 1954, Makefing, 1955, p. 26.

Elevage

Le Service vétérinaire est chargé de veiller à la santé du bétail, d'assurer la vente des animaux et des produits animaux, et de faire appliquer les lois relatives à l'élevage. Les dépenses du Service vétérinaire prévues pour l'exercice 1954/55 (y compris celles du Colonial Development and Welfare Fund) étaient de 94.188 livres sterling contre 97.293 livres sterling pour l'exercice 1953/54. Les dépenses du Service vétérinaire prévues pour l'exercice 1954/55 étaient de 89.077 livres sterling; les dépenses effectives ont été en 1953/54 de 79.062 livres sterling^{1/} et en 1952/53 de 63.201 livres sterling^{2/}.

Cheptel (recensement)

	(en milliers de têtes)			
	1948	1952	1953	1954
Bovins	978,5	1.054,3	1.097,7	1.104,4
Ovins	198,6	216,0	227,9	191,5
Caprins	440,0	509,0	497,7	442,2
Chevaux	4,2	7,0	6,7	7,2
Mulets	0,2	0,3	0,3	0,4
Anes	22,0	22,5	24,8	25,9
Porcins	2,5	3,7	4,0	5,2
Volaille	88,6	148,7	156,0	169,0

Exportations de bétail

					Valeur			
	1948	1952	1953	1954	1948	1952	1953	1954
	(en milliers de têtes)				(en milliers de livres sterling)			
Bovins	42,8	73,2	71,1	68,8	540,6	1.462,5	1.507,8	1.443,6
Ovins et caprins	15,2	35,7	28,0	20,6	26,6	115,5	71,5	60,3

^{1/} Protectorat du Betchouanaland : Estimates of Revenue and Expenditure for the Year 1955-1956 (Including Colonial Development Schemes), p. 5,

^{2/} Protectorat du Betchouanaland : Estimates of Revenue and Expenditures for the Year 1954-1955 (Including Colonial Development Schemes), p. 39.

Exportations de produits animaux

					Valeur			
	1948	1952	1953	1954	1948	1952	1953	1954
	(en tonnes fortes)				(en milliers de livres sterling)			
Carcasses de bovins	...	...	...	1.192,2	...	...	...	118,5
Cuir	252,9	29,7	668,1	521,9	57,6	115,6	102,9	64,3
Beurre	175,0	101,4	213,8	177,8	45,9	25,9	74,4	61,6
Crème	...	67,4	82,7	102,2	...	23,4	26,4	34,0

Une fabrique de farine d'os a été ouverte au cours de l'année.

On s'efforce sans cesse, par des campagnes de propagande, d'encourager l'emploi des divers vaccins.

En 1954, le Colonial Development and Welfare Fund a consacré une somme de 75.008 livres sterling à l'exploitation des ressources en eaux de surface et à des travaux de sondage^{1/}. De plus, afin de poursuivre la construction de barrages d'irrigation, un crédit de 140.000 livres sterling a été ouvert pour la période 1955/60.

Le chiffre de la dette agricole est insignifiant.

On s'efforce d'améliorer le cheptel grâce à l'institution de centres de perfectionnement et au contrôle des types de bétail importé. On conseille les éleveurs sur la meilleure manière de lutter contre les maladies et d'élever le bétail. En outre, on espère améliorer le bétail grâce à l'exploitation de nouvelles ressources en eaux souterraines et de surface et à la lutte contre l'élevage trop intensif et l'érosion du sol dans les régions nouvellement exploitées.

FORETS

La majeure partie des terres boisées n'est pas exploitable. En 1954, le territoire a exporté 210.832 pieds cubes de bois d'oeuvre d'une valeur de 122.000 livres sterling.

^{1/} Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report of the Bechuanaland Protectorate for the Year 1954, Mafeking, 1955, p. 49 et 50.

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Le Service géologique, composé de six spécialistes, est chargé de l'exploitation des ressources minérales du territoire. Les dépenses prévues pour 1955/56, y compris celles du Colonial Development and Welfare Fund, étaient de 27.049 livres sterling^{1/}, alors que les prévisions révisées s'étaient élevées à 35.239 livres sterling^{1/} pour 1954/55 et à 35.659 livres sterling^{2/} pour 1953/54.

L'or, l'argent et le cyanite produits dans le territoire proviennent de la concession de Tati où les droits miniers sont détenus par la Société de Tati.

Production minière destinée à l'exportation^{a/}

	Quantité			Valeur		
	1952	1953	1954	1952	1953	1954
	(en milliers de livres sterling)					
Amiante (tonnes courtes)	448	548	885	34,3	61,9	98,4
Cyanite (tonnes courtes)	2.385	1.960	2.054	22,4	16,2	18,5
Or (onces troy de fin)	1.245	1.109	1.216	15,4	14,0	15,0
Argent (onces troy de fin)	281	464	292	0,09	0,1	0,09

a/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report of the Bechuanaland Protectorate for the Year 1954, Mafeking, 1955, p. 76.

Un laboratoire de chimie et de minéralogie a été construit à Lobatsi.

ENERGIE

Dans deux centres, de petites centrales fournissent de l'électricité au public.

INDUSTRIE

On ne compte comme entreprises industrielles que l'abattoir de la Colonial Development Corporation, une crèmerie, une fabrique de farine d'os et une scierie.

Dans les centres importants, il y a une petite industrie locale, le travail des peaux. L'artisanat est enseigné dans les écoles. La qualité des objets en bois taillé, de la vannerie et de la poterie varie suivant les districts.

1/ Protectorat du Betchouanaland : Estimates of Revenue and Expenditure for the Year 1955-1956 (Including Colonial Development Schemes), p. 51.

2/ Protectorat du Betchouanaland : Estimates of Revenue and Expenditure for the Year 1954-1955 (Including Colonial Development Schemes), p. 49.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Routes

Il y a environ 550 milles de routes principales en terre, entretenues par le Service des travaux publics, et environ 950 milles de routes secondaires entretenues par la Witwatersrand Native Labour Association avec l'aide de l'Administration. En 1954, 507 automobiles et 693 véhicules commerciaux étaient immatriculés dans le territoire.

Chemins de fer

La ligne principale reliant Le Cap à la Rhodésie traverse le Protectorat sur une longueur de 394 milles.

Transports aériens

Un service aérien bimensuel relie le territoire aux pays voisins. Il y a cinq terrains d'aviation, cinq terrains d'atterrissage et cinq pistes de secours.

Communications

Il y avait neuf bureaux de poste et 27 agences postales en 1954 contre six bureaux de poste et 29 agences postales en 1951. Un réseau télégraphique relie le territoire à la Rhodésie du Sud et à l'Union Sud-Africaine. Il y a 42 stations de radiotéléphonie, dont 26 appartiennent à l'Administration et sont contrôlées par le Directeur de la police.

FINANCES PUBLIQUES

Recettes et dépenses

	1949/50	1951/52	1952/53	1953/54
Recettes :	(en milliers de livres sterling)			
Recettes ordinaires	568,4	770,0	772,0	908,3
Subventions du Colonial Welfare and Development Fund	111,8	150,7	179,7	108,5
Total	680,2	920,7	951,7	1.016,8
Dépenses :				
Dépenses ordinaires	570,6	620,1	765,3	891,7
Colonial Development and Welfare Fund	105,4	137,1	182,7	123,3
Total	676,0	757,2	948,0	1.015,0

Principales catégories de recettes ordinaires :

Douanes et contributions indirectes	97,1	132,2	141,7	176,0
Impôt africain	88,3	105,9	104,7	136,0
Postes et téléphones	64,6	70,4	77,7	127,6
Impôt sur le revenu	207,7	124,9	141,9	118,3
Droit de passage des Chemins de fer de la Rhodésie	-	195,8	140,0	140,0
Taxe à l'exportation du bétail	9,7	33,0	37,4	65,1

Principales catégories de dépenses ordinaires :

Travaux publics, dépenses ordinaires et dépenses d'équipement	117,0	116,3	142,2	243,9
Police	67,0	79,2	95,6	124,6
Service médical	67,8	75,4	79,9	90,6
Service vétérinaire	92,7	62,4	63,2	79,0

Au 1er avril 1954, 419.153 livres sterling étaient inscrites au compte recettes.

Impôts

Les Africains sont soumis à l'impôt a) ordinaire, d'une livre 8 shillings pour chaque indigène du sexe masculin; b) progressif, allant de 5 shillings par an (pour un contribuable ne possédant pas plus de neuf têtes de bétail ou ne gagnant pas plus de 48 livres par an) à 10 livres sterling par an (pour un contribuable possédant plus de 300 têtes de bétail ou gagnant plus de 500 livres sterling par an).

La taxe de capitation non indigène est de 3 livres par an pour toutes les personnes du sexe masculin âgées d'au moins 21 ans. Les non-Africains doivent payer un impôt progressif sur le revenu et une surtaxe qui comprend divers suppléments.

BANQUES ET CREDIT

Il y a quatre banques dans le territoire.

COMMERCE INTERNATIONAL

Valeur des importations et des exportations

	1948 ^{a/}	1952	1953	1954
	(en milliers de livres sterling)			
Commerce général d'importation	1.176,0 ^{b/}	2.023,9 ^{b/}	2.075,3 ^{b/}	2.053,4 ^{b/}
Exportations	753,8	2.058,7	2.168,2	2.423,7 ^{c/}
Principales importations				
Maïs et farine de maïs	57,7	259,1	72,7	30,6
Blé et farine de blé	30,6	79,3	62,5	65,4
Autres produits alimentaires	...	285,7	510,6	215,9
Véhicules	60,6	68,4	85,6	85,4
Textiles	...	487,7	504,7	436,0
Principales exportations				
Bovins (vivants)	540,6	1.462,5	1.507,8	1.443,6
Cuirs	57,6	115,6	102,9	64,3
Sorgho	...	21,8	40,9	124,8
Haricots et autres légumineuses	45,9	5,0	51,2	141,7
Or	13,0	15,4	14,0	15,0
Amiante	...	34,3	61,8	98,4

a/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report for the Bechuanaland Protectorate for the Year 1949, Londres, 1951, p. 47 et 48.

b/ Réserves de l'Administration exclues.

c/ Le chiffre pour 1954 concerne les exportations vers l'Union Sud-Africaine et les Rhodésies.

La majeure partie du commerce s'effectue avec l'Union Sud-Africaine et à un degré moindre avec la Rhodésie du Sud.

CONDITIONS SOCIALES

Les questions de race et de relations culturelles ne posent pas de graves problèmes. A presque tous les égards, la condition de la femme est la même que celle de l'homme; pourtant, la femme n'assiste pas en général aux réunions au cours desquelles les affaires des tribus sont examinées et réglées.

MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

Il n'existe pas de Service du travail. Les questions de main-d'oeuvre sont réglées par les fonctionnaires. Aucun problème particulier ne s'est posé.

Emploi

Le nombre des salariés est extrêmement restreint. Quatre-vingt-quinze pour cent de la population se consacrent à l'élevage. Il n'y a pas de chômage. Un grand nombre de personnes quittent le territoire chaque année pour travailler temporairement dans les territoires voisins et les mines de l'Union Sud-Africaine, la durée moyenne de leur absence étant d'environ neuf mois. En 1954, 26.000 travailleurs ont quitté le territoire contre 24.000 en 1952 et 11.300 en 1948.

	<u>Nombre approximatif de salariés</u>		
	1948	1952	1954
Fonction publique	1.420	1.500	3.500 ^{a/}
Agriculture	2.700	3.000	3.000
Bâtiment	175	300	300
Commerce et industrie	1.030	2.000	1.800
Services domestiques	1.410	1.900	2.000

^{a/} Dans ces chiffres sont compris environ 2.400 manœuvres employés de façon intermittente.

Conditions de l'emploi

La semaine normale de travail est de 45 heures.

Des dispositions réglementent l'enregistrement et les statuts des syndicats et le règlement pacifique des conflits du travail.

Salaires

	1948	1952	1953	1954
	(salaire moyen mensuel en livres sterling)			
Agriculture	2	2	2	3
Bâtiment	5	6	6	6
Commerce et industrie	4	6	6	6
Services domestiques	2.6.0	2.10.0	2.10.0	3

Dans l'Administration, les Africains ont un salaire mensuel qui varie entre 5 et 57 livres; ces chiffres étaient respectivement de 2 à 47 livres en 1953 et de 2 à 20 livres en 1948.

SOCIETES COOPERATIVES

Il n'existe pas de société coopérative, mais, dans la réserve de Bamangwato, le lait est en partie acheté et vendu suivant les principes coopératifs.

AMENAGEMENT DES CAMPAGNES, URBANISME ET LOGEMENT

Dans les villes, il n'y a pour ainsi dire pas de surpeuplement et il n'y a pas de taudis. L'Administration continue à construire des maisons pour ses employés, Africains et Européens.

ASSISTANCE SOCIALE ET PROGRES SOCIAL

Le système social des Betchouanas est collectif dans une grande mesure et leur sens des responsabilités collectives est très développé. Un grand nombre de problèmes sociaux sont donc effectivement réglés suivant les coutumes et les lois tribales et l'Administration cherche à compléter ces coutumes plutôt qu'à les remplacer.

Il y a peu de cas de dénuement; l'Administration dispose d'un crédit annuel de 600 livres pour soulager les détresses éventuelles.

Lutte contre le crime et traitement des délinquants

Statistiques de la criminalité

	1948 ^{a/}	1952 ^{b/}	1953 ^{c/}	1954	
	Nombre d'accusés	Nombre d'accusés	Nombre d'accusés	Nombre d'accusés	Nombre de condamnations
Délits contre les personnes	159	349	496	466	436
Délits contre les biens	306	614	542	525	490
Autres délits ^{d/}	<u>1.285</u>	<u>2.126</u>	<u>2.381</u>	<u>2.917</u>	<u>2.733</u>
Total	1.750	3.089	3.419	3.908	3.659

Peines

	1952 ^{b/}	Adultes	Mineurs
Peine capitale	-	1	-
Peine de prison	647	1.007	4
Amendes	1.961	2.391	6
Châtiments corporels	45	8	34
En liberté provisoire	120	208	

a/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report of the Bechuanaland Protectorate for the Year 1948, Londres, 1950, p.30.

b/, c/ et d/, voir page suivante.

- b/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report of the Bechuanaland Protectorate for the Year 1952, Londres, 1954, p.73.
- c/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report of the Bechuanaland Protectorate for the Year 1953, Londres, 1955, p.81.
- d/ Y compris les atteintes à l'ordre public et à la moralité publique.

Etablissements pénitentiaires

Il y a deux prisons et douze postes de police dans le territoire. Il n'y a pas de maisons de correction spéciales ni d'assistance aux anciens détenus qui retournent dans leur tribu après expiration de leur peine.

Il peut y avoir remise de peines. La plupart des détenus sont employés en dehors des prisons à divers travaux, en particulier sur les routes.

SANTE PUBLIQUE

Les services d'hygiène et de santé publique dépendent du directeur du Service médical.

	1947/48 ^{a/}	Dépenses 1951/52 ^{b/}	1952/53 ^{c/}	1953/54
	effectives	effectives	effectives	prévues
		(en milliers de livres sterling)		
Dépenses ordinaires				
totales du Service				
médical	51,4	79,9	90,6	93,0
Subventions du Colonial				
Development and Welfare				
Fund	72,0 ^{d/}	7,8	10,7	2,3

- a/ Protectorat du Betchouanaland : Annual Medical and Sanitary Report 1948, p.15.
- b/ Administration du Protectorat du Betchouanaland : Annual Medical and Sanitary Report for the Year 1952, Mafeking, p.23.
- c/ Administration du Protectorat du Betchouanaland : Annual Medical and Sanitary Report for the Year 1953, Mafeking, p.22.
- d/ La somme de 71.950 livres sterling est payable en plusieurs versements échelonnés sur une période de huit ans.

Personnel du Service médical et sanitaire

	1952		1953		1954	
	Fonction- naires	Non fonction- naires ^{a/}	Fonction- naires	Non fonction- naires	Fonction- naires	Non fonction- naires
Médecins diplômés	11	6	10	8	13	7
Infirmières qualifiées ^{b/}	15	11	14	10	14	10
Infirmières diplômées	17	3	23	4	23	6
Infirmières ayant une formation partielle	27	42	27	45	27	49
Inspecteurs d'hygiène	4	-	5	-	5	-
Elèves-inspecteurs d'hygiène	-	-	2	-	2	-
Inspecteurs de la santé	-	-	3	-	3	-
Inspecteurs des services chargés de la lutte contre les rongeurs	-	-	2	-	2	-
Conseillers médicaux	-	-	4	-	5	-
Pharmaciens	-	1	-	1	-	1

^{a/} Y compris le personnel des missions.

^{b/} Toutes les infirmières qualifiées sont également des sages-femmes qualifiées.

Etablissements hospitaliers

	Nombre d'établissements			Nombre de lits		
	1952	1953	1954	1952	1953	1954
Hôpitaux de médecine générale	7	7	7	405	469	494
Hôpitaux auxiliaires (pavillons)	4	4	4	44	52	57
Dispensaires :						
Pour malades non hospitalisés	17	19	21	-	-	-
Disposant de lits pour les cas bénins	2	2	2	10	11	11

Etablissements hospitaliers (suite)

	Dans les hôpitaux de médecine générale			Dans les dispensaires			Autonomes		
	1952	1953	1954	1952	1953	1954	1952	1953	1954
Services spécialisés									
Centres de protection maternelle et infantile	8	8	8	1	1	1	1	1	1
Lutte antituberculeuse	8	8	8	-	-	-	-	-	-
Formations mobiles	8	8	8	1	...	1	-	-	-

Dans un certain nombre de villes, il existe des centres de soins prénataux. Il y a aussi des consultations postnatales et un centre de protection infantile à Serowe.

Il n'est pas possible de former dans le territoire des médecins, des dentistes ou des infirmières européennes.

La formation des infirmières africaines comprend toujours un cours de trois ans dans lequel elles reçoivent un enseignement général en médecine et en chirurgie et un cours d'un an en obstétrique; les élèves reçoivent ensuite un diplôme local. Le High Commission Territories Nursing Council surveille la formation et l'inscription des infirmières.

La formation des élèves-préparateurs en pharmacie et des élèves-inspecteurs d'hygiène est placée sous la direction de médecins-chefs et d'inspecteurs de la santé; les élèves doivent être admis à des examens locaux.

Le niveau de l'alimentation varie selon les saisons. Ce sont surtout les écoles qui s'efforcent d'apprendre à l'Africain à apprécier les avantages d'un régime alimentaire équilibré.

A la suite des journées d'études sur la fièvre jaune organisée par l'Organisation mondiale de la santé, une partie du territoire a été à nouveau classée parmi les zones d'Afrique où cette maladie est endémique.

La tuberculose continue à susciter une certaine inquiétude. L'Administration a sollicité l'assistance de l'Organisation mondiale de la santé. D'autre part, cette Organisation et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ont entrepris une campagne de lutte contre les maladies vénériennes.

Principales causes de décès

Les principales causes de décès connues sont la tuberculose pulmonaire, la broncho-pneumonie, la diphtérie et les complications survenues au cours de la grossesse ou après l'accouchement.

Dans les villes, on utilise les fosses d'aisance sauf dans les hôpitaux qui possèdent un système de chasse d'eau. Dans de nombreux grands centres, l'Administration met à la disposition de ses employés l'eau obtenue après forage; le reste de la population s'approvisionne en eau en creusant des puits ou en puisant dans les rivières.

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

L'enseignement est gratuit pour les Africains. Il ne l'est pour les Européens que si les parents de l'enfant ne sont pas en mesure de payer les frais de scolarité. L'enseignement n'est pas obligatoire.

L'enseignement donné a pour but de préparer ceux qui sont susceptibles d'être instruits à vivre dans une société en plein devenir et de leur assurer, ainsi qu'à la collectivité à laquelle ils appartiennent, un développement harmonieux et complet. Des problèmes particuliers se posent dans le Protectorat en raison de l'instabilité des effectifs scolaires (absence saisonnière des enfants qui s'occupent du bétail) et de la différence entre le système d'enseignement et le régime politique du Protectorat et ceux des territoires voisins dont il dépend pour la formation technique et l'enseignement supérieur.

L'inspection et la direction de tout l'enseignement donné dans le Protectorat sont assurées par le Service de l'enseignement.

L'enseignement primaire pour les Africains et les métis est confié en grande partie à huit comités scolaires de tribus et à deux comités pour les régions polyglottes qui n'ont pas d'organisation tribale. Les comités scolaires sont composés du Commissaire du district, du chef et des représentants de la tribu, ainsi que des représentants des missions là où il en existe. Un comité consultatif pour l'enseignement des Africains comprend des représentants des Européens, des missions, des maîtres et des tribus.

L'Administration subventionne quatre écoles de mission pour métis et une école professionnelle d'artisanat.

La plupart des écoles primaires pour Européens relèvent des comités locaux.

Le personnel d'inspection comprend deux Européens et sept Africains.

Dépenses

	1947/48 ^{a/} (en milliers de livres sterling)	1952 ^{b/}	1953 ^{c/}
Dépenses ordinaires (montant effectif)	52,4	78,6	87,1
Dépenses effectives d'équipement	<u>5,2</u>	<u>13,4</u>	<u>13,8</u>
Total	57,6 ^{d/}	92,0	100,9
Dépenses payées par les fonds du Protectorat	36,8	41,2	46,5
Dépenses payées par les trésoreries indigènes	20,9	39,5	44,3
Dépenses payées par le <u>Colonial Development and Welfare Fund</u>	...	11,3	10,0
Les crédits ouverts pour l'instruction des différentes races se répartissent comme suit:			
Enseignement des Africains	47,7	69,7	77,1
Enseignement des Métis	0,9	1,0	1,0
Enseignement des Européens	9,1	21,2	22,7

- a/ Protectorat du Betchouanaland : Annual Report of the Education Department for the Year 1948, p. 13.
- b/ Protectorat du Betchouanaland : Annual Report of the Education Department for the Year 1952, p. 9.
- c/ Protectorat du Betchouanaland : Annual Report of the Education Department for the Year 1953, p. 14.
- d/ A l'exclusion de la somme de 54.846 livres sterling dépensée pour le Collège de Bamangwato.

REGIME SCOLAIRE

L'enseignement primaire pour les Africains s'étend sur quatre, six ou huit ans, dans les écoles de village, les écoles préparatoires et les écoles primaires.

L'enseignement est donné en tswana et en anglais.

L'enseignement secondaire donné aux Africains dure trois ans; il est dispensé dans un collège secondaire subventionné.

Les Africains reçoivent leur formation professionnelle dans une école d'artisanat; un collège public assure la formation des maîtres. Les étudiants qui veulent devenir instituteurs de l'enseignement primaire ou acquérir une formation commerciale sont également admis dans des établissements du Swaziland, du Bassoutoland et de la Rhodésie du Sud^{1/}.

^{1/} Protectorat du Betchouanaland : Annual Report of the Education Department for the Year 1953, p. 7.

Le territoire ne possède pas d'établissements d'enseignement supérieur, mais grâce à un système de bourses, quelques étudiants peuvent fréquenter certaines universités de l'Union Sud-Africaine.

Comme la population européenne est faible et assez clairsemée, seul l'enseignement primaire est donné aux enfants européens. Ceux-ci peuvent obtenir des bourses d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur.

Les enfants indiens ou métis fréquentent les écoles africaines.

	<u>Ecoles^{a/}</u>								
	<u>Africains</u>			<u>Européens</u>			<u>Métis</u>		
	1952 ^{b/}	1953 ^{c/}	1954	1952 ^{a/}	1953 ^{b/}	1954	1952 ^{a/}	1953 ^{b/}	1954
Ecoles du premier degré	141	139	146	9	9	...	5	5	...
Ecoles du second degré	4 ^{d/}	4 ^{d/}	4						
Ecoles professionnelles	1 ^{d/}	1 ^{d/}	1						
Ecoles normales	1	1	1						
	<u>Elèves^{a/}</u>								
	1952 ^{b/}	1953 ^{c/}	1954	1952 ^{b/}	1953 ^{c/}	1954	1952 ^{b/}	1953 ^{c/}	1954
Ecoles du premier degré :									
Garçons	6.329	6.757	7.367	134	134	158	120	106	...
Filles	11.413	11.427	12.416	111	114	131	110	126	...
Ecoles du second degré :									
Garçons	87	92	140						
Filles	55	60	93						
Ecoles professionnelles :									
Garçons	-	-	-						
Filles	13	9 ^{d/}	13						
Ecoles normales :									
Garçons	27	22	29						
Filles	32	28	25						
Enseignement supérieur :									
Garçons									
a) sur le territoire métropolitain	...	...	2						
b) ailleurs	...	...	4			6			
Filles									
a) sur le territoire métropolitain	...	...	-				
b) ailleurs	...	...	-			2			

a/ Ces écoles peuvent être des écoles publiques subventionnées par l'Administration ou privées, compte tenu des matières enseignées et pas nécessairement du type d'établissement.

b/ Protectorat du Betchouanaland : Annual Report of the Education Department for the Year 1952, p. 23, 24, 27, 29, 33, 35, 37, 39.

c/ Protectorat du Betchouanaland : Annual Report of the Education Department for the Year 1953, p. 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46.

d/ Enseignement professionnel donné au niveau du premier degré

	Maîtres ^{a/}								
	Africains			Européens			Métis		
	1952 ^{b/}	1953 ^{c/}	1954	1952 ^{b/}	1953 ^{c/}	1954	1952 ^{b/}	1953 ^{c/}	1954
Ecoles du premier degré :									
Hommes	271	303	306	4	2	...	5	4	...
Femmes	221	252	270	12	13	...	4	3	...
Ecoles du second degré :									
Hommes	13	18	9						
Femmes	5	6	2						
Ecoles professionnelles :									
Hommes	...	...	-				
Femmes	...	...	2						
Ecoles normales :									
Hommes	...	...	4						
Femmes			3						

a/ Ces écoles peuvent être des écoles publiques subventionnées par l'Administration ou privées, compte tenu des matières enseignées et pas nécessairement du type d'établissement.

b/ Protectorat du Betchouanaland : Annual Report of the Education Department for the Year 1952, p. 23, 24, 27, 29, 33, 35, 37, 39.

c/ Protectorat du Betchouanaland : Annual Report of the Education Department for the Year 1953, p. 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46.

ORGANISATIONS DE JEUNESSE

Il existe trente-huit groupes d'éclaireurs africains qui comprennent plus de 1.400 membres, et 47 groupes d'éclaireuses qui comprennent 3.000 membres. En outre, des compagnies de secouristes, garçons et filles, comptent 250 membres.

INSTITUTIONS CULTURELLES

Il y a dans le territoire quatre bibliothèques publiques et quatorze bibliothèques scolaires.

INFORMATION DES MASSES

Il n'existe aucun journal ou périodique local. Toutefois, les journaux de l'Union Sud-Africaine sont distribués dans le territoire. Il y a cinq cinémas permanents, un cinéma mobile et neuf projecteurs pour bandes fixes. Le poste radiophonique de l'Administration, à Mafeking (Union Sud-Africaine), diffuse des programmes musicaux pendant trois heures et demie chaque jour. Il y a environ 350 postes récepteurs de radio.

SOUAZILAND

Le 31 juillet 1955, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord a communiqué au Secrétaire général les renseignements sur le Souaziland pour l'année qui a pris fin le 31 décembre 1954. On trouvera ci-après un résumé de ces renseignements groupés conformément au Schéma destiné à servir de guide aux Etats administrants pour la préparation des renseignements à transmettre en application de l'Article 73 e.

SUPERFICIE

La superficie totale du territoire est de 17.375 kilomètres carrés (6.704,6 milles carrés)^{1/}.

POPULATION

	Recensement de 1936	Recensement de 1946
Africains	153.270	181.269
Métis et autres	750	745
Européens	2.740	3.201
Total	156.715	185.215

La population était évaluée à 202.000 habitants en 1952 et à 207.000 en 1953^{1/}.

^{1/} Organisation des Nations Unies : Annuaire démographique, 1954, New-York, 1954, page 113.

CONDITIONS ECONOMIQUES

Les industries extractives jouent un rôle très important dans l'économie du territoire. Grâce aux redevances minières et à l'impôt sur le revenu des compagnies minières, le territoire peut équilibrer son budget sans aide financière; étant donné les progrès rapides qu'il fait dans d'autres domaines, il sera de moins en moins tributaire de cette unique source de revenus.

Trois compagnies forestières envisagent de planter en quatre ans des forêts de pin sur une étendue de 170.000 acres.

On entreprend actuellement un levé hydrographique et l'on cherche à utiliser le bassin de l'Usutu pour la production d'énergie hydro-électrique et pour l'irrigation. Le principal plan d'irrigation, le Swaziland Irrigation Scheme, est mis en oeuvre par la Colonial Development Corporation, qui se propose d'irriguer 35.000 acres.

L'élevage, deuxième des principales activités du territoire, prend de plus en plus d'importance. La diversification croissante des cultures a permis d'augmenter la valeur des produits agricoles à l'exportation. Les exportations de riz sont montées en flèche de 2.000 livres sterling en 1950 à 144.592 livres en 1954. Le territoire ne produit pas encore assez de denrées alimentaires pour nourrir la population africaine.

AGRICULTURE ET ELEVAGE

Il existe un Service de l'agriculture et un Service vétérinaire.

Le territoire est divisé en trois régions agricoles, dont chacune a à sa tête un fonctionnaire spécialisé. En 1954, il y avait quatre-vingts fonctionnaires africains spécialisés dans les questions d'utilisation des terres; on cherche à atteindre le chiffre de 180.

Dépenses

(Dépenses renouvelables et dépenses d'équipement)

	Prévisions pour 1951/52 ^{a/}	Prévisions approuvées pour 1953/54 ^{b/}	1954/55 ^{c/}
	(en milliers de livres sterling)		
Service de l'agriculture	17,6	24,2	38,1
	Dépenses effectives en 1951/52 ^{d/}	Dépenses effectives en 1952/53 ^{e/}	Prévisions approuvées pour 1953/54 ^{e/}
	(en milliers de livres sterling)		
Service vétérinaire	63,0	73,4	73,4

- a/ Souaziland : Department of Agriculture : Annual Report for the Year, 1951, p.31.
- b/ Souaziland : Department of Agriculture : Annual Report for the Year, 1953, p.38.
- c/ Souaziland : Department of Agriculture : Annual Report for the Year, 1954, p.42.
- d/ Souaziland : Department of Veterinary Services : Annual Report for the Year, 1952, Annexe IV.
- e/ Souaziland : Department of Veterinary Services : Annual Report for the Year, 1953, Annexe IV.

Répartition de la propriété foncière

	<u>en acres</u>
1) Terres appartenant à des Africains	
Terres indigènes	1.633.772
Terres achetées par la nation souazie	239.905
Terres achetées pour le programme de colonisation agricole en faveur des autochtones et terres de la Couronne réservées à cette fin	363.865
Terres appartenant à des particuliers africains	<u>12.852</u>
Total	2.250.395
2) Terres appartenant à des Européens	2.150.160

Les terres des zones indigènes et les terres achetées par la nation souazie sont propriété de la collectivité : au nom du peuple souazi, elles sont confiées, les premières, au Haut-Commissaire, les deuxièmes au Chef suprême.

La colonisation des terres indigènes a commencé en 1944. En 1954, il y avait trois centres de colonisation, d'une superficie totale de 120.000 acres.

A raison de 80 pour 100, les terres appartenant aux Européens sont des exploitations agricoles possédées en pleine propriété. Le reste, exception faite de quelques concessions de pâturages, se compose de concessions accordées soit à perpétuité soit pour des périodes de cent ans au plus; la plupart de ces terres concédées peuvent passer au régime de la pleine propriété au gré des exploitants.

Il existe un programme de développement rural, financé par des crédits du Colonial Development and Welfare Fund; ce programme est destiné à la conservation des sols et à l'amélioration des méthodes de production agricole, surtout dans les régions où le nombre excessif d'animaux dans les pâturages a provoqué l'érosion des sols.

Principales cultures

La principale culture d'exportation est le coton, dont la production s'est élevée en 1954 à plus de 3 millions et demi de livres. On cultive aussi le tabac, l'abrasin, les arachides, le soja, les agrumes, la poire d'avocat, et la banane et, dans les zones indigènes, le maïs et le sorgho. Le riz croît en importance à mesure que l'irrigation s'étend.

Grâce à l'amélioration des méthodes de culture, les Souazis commencent à cultiver le maïs et d'autres plantes, comme cultures marchandes.

Exportations des principaux produits agricoles

	1952 ^{a/}	1953 ^{a/}	1954 ^{a/}
	(en tonnes courtes)		
Coton brut	1.185	1.295	1.792
Riz non décortiqué	720	1.847	3.042
Huile d'abrasin	212	200	300
Feuilles de tabac	205	284	189
Arachides (décortiquées)	297	434	859

a/ Souaziland : Agriculture Department, Annual Report, 1954, p. 16.

Cheptel

(Recensement)

	1950 ^{a/}	1952 ^{a/}	1953 ^{a/}	1954 ^{a/}
	(en milliers de têtes)			
Bovins	417,4	421,6	420,7	421,7
Ovins	24,6	31,9	35,3	31,9
Caprins	113,3	147,9	154,4	150,7
Anes	15,9	17,9	18,1	15,7

En 1954, il y avait 149.000 moutons migrants.

a/ Souaziland : Department of Veterinary Services : Annual Report for the Year, 1953, Annexe XIII.

Produits de l'élevage

	1948	1952	1953	1954
	(en milliers d'unités)			
Cuir)	{ 90,5	{ ...	{ 121,8	50,5
Peaux)				34,4
	(en tonnes fortes)			
Beurre	87,2	156,2	203,1	249,4
Farine d'os	138,2	525,0	148,0	75,0
Laine	...	15,9	26,1	14,7

On s'efforce de baigner le bétail pour lutter contre les tiques et l'on fait des recherches en vue d'améliorer les races.

Les dettes agricoles n'existent pas parmi les Africains. L'Agricultural Loan Fund et les banques commerciales accordent aux cultivateurs européens les facilités de crédit nécessaires.

La vente des récoltes est organisée par une Société du tabac, une Société de l'huile d'abassin, une laiterie et une conserverie de fruits et de légumes. Au nombre des progrès récents, il faut placer la constitution de trois associations : celle des planteurs de riz, celle des planteurs d'ananas et celle des planteurs d'agrumes.

L'Administration achète l'excédent de maïs et d'autres produits agricoles cultivés par les Africains.

FORETS

Il n'existe pas de réserve indigène forestière nationale et, par conséquent, pas de Service forestier. Trois sociétés privées et la Colonial Development Corporation pratiquent le reboisement. L'industrie du bois en est encore à ses débuts et la production est minime.

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Le Service géologique est placé sous les ordres d'un Directeur, assisté de quatre géologues et d'un contrôleur des prospections. Une section de la mise en valeur des ressources minérales comprend un agent chargé de la mise en valeur et un prospecteur.

Les concessions minières s'étendent sur 51,7 pour 100 de la superficie totale, le reste des droits sur le sous-sol appartenant à la Couronne. Des redevances sont dues pour les métaux communs (2 1/2 pour 100) et l'amiante (2 pour 100).

Production minière

	1950 (en milliers de tonnes courtes)	1953	1954
Amiante	32,7	30,1	30,1
Etain	0,04	0,04	0,05
Barytine	0,5	0,5	0,4
Or (once de fin)	1.79 ¹ / ₂	-	-

Les ressources du sous-sol sont exploitées par la Société Havelock Asbestos Mine, ainsi que par dix sociétés européennes de moindre importance, dont cinq produisent des concentrés d'étain et une produit de la barytine. La production d'or est actuellement nulle.

ENERGIE

L'Administration dirige la production et la distribution d'énergie. Il y a deux centrales électriques, l'une appartient à une société privée, l'autre est exploitée par le Service des travaux publics.

Ces centrales ont une capacité de 520 kva; leur rendement est de 1.240.650 kwh pour l'industrie et de 176.293 kwh pour l'usage domestique.

Une entreprise de bois de construction a récemment installé une usine hydro-électrique de 1.000 hp.

INDUSTRIE

Il n'existe pas de services officiels pour le développement industriel. Il y a quelques industries alimentaires. La farine d'os et le beurre sont produits sur place. Des scieries commenceront prochainement à fonctionner dans le cadre du programme d'expansion forestière. Les principales formes d'artisanat sont la sculpture sur bois, le travail du laiton et du cuivre, la poterie, le nattage, la fabrication de la conterie, ainsi que des boucliers et des bagues. L'enseignement de la couture pour les femmes et celui de la menuiserie et métiers analogues pour les hommes et les jeunes gens bénéficient de l'aide de l'Administration.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Routes

Un réseau d'autobus dessert les principaux villages et agglomérations et les relie aux terminus de voies ferrées situés dans l'Union Sud-Africaine.

Chemins de fer

Il n'y a pas de chemins de fer dans le territoire.

Transports aériens

Il n'y a pas de services aériens réguliers dans le territoire, qui n'est relié à aucune ligne aérienne internationale. Il y a quatre terrains d'atterrissage.

Communications

A dater du 1er janvier 1954, le Service des postes est passé de la Direction générale des postes de l'Union Sud-Africaine à l'Administration du Souaziland.

Il y a trente et un bureaux de poste et agences postales. L'installation de nouvelles lignes téléphoniques interurbaines est en cours; en 1954, le nombre des téléphones installés a augmenté de 24 pour 100. Des circuits télégraphiques fonctionnent entre Johannesburg et les principaux bureaux souazis.

FINANCES PUBLIQUES

Recettes et dépenses (montant effectif)

	1947/48 ^{a/}	1951/52 ^{a/} (en milliers de livres sterling)	1952/53 ^{a/}	1953/54 ^{a/}
Recettes	472,4	824,2	988,4	1.150,8
Dépenses	523,3	722,1	840,0	990,7
Crédits provenant du Colonial Development and Welfare Fund	82,8	166,1	124,1	144,0
Dépenses pour les programmes de développement économique et social coloniaux	...	145,3	131,0	136,3
Principales catégories de recettes :				
Impôt sur le revenu	106,5	322,7	492,4	558,7
Droits de douane et contri- butions indirectes	64,0	79,8	88,9	100,0
Impôt indigène	49,7	58,3	60,6	68,2
Principales catégories de dépenses :				
Service de l'élevage et de l'agriculture	92,2	105,2	125,3	154,9
Service des travaux publics (dépenses ordinaires et extraordinaires)	120,0	123,9	162,5	232,0
Service médical	36,0	56,7	65,6	70,5
Service de l'enseignement	37,9	53,2	67,5	82,2

a/ Exercice financier prenant fin le 31 mars.

Au 31 mars 1954, la dette publique s'élevait à 150.381 livres sterling.

Impôts

Tout Africain adulte du sexe masculin est assujetti à l'impôt indigène à raison de 1 livre 15 shillings par an. Les Africains qui ont plus d'une femme paient 1 livre 10 shillings pour chaque femme supplémentaire, à concurrence de 4 livres 10 shillings. Les Africains ne paient pas d'impôt sur le revenu. L'impôt sur le revenu payé par les non-Africains et par les sociétés privées est progressif, de même que la surtaxe.

Tous les Européens adultes acquittent une capitation annuelle de 3 livres sterling.

BANQUES ET CREDIT

Deux banques commerciales ont des succursales dans divers centres. Le commerce avec les pays d'outre-mer emprunte surtout les voies commerciales de l'Union Sud-Africaine. Les banques commerciales appliquent la réglementation fixée par la Banque de réserve de l'Union Sud-Africaine en ce qui concerne les devises étrangères. Le territoire lui-même n'a pas de balance des paiements évaluable ni de service de contrôle des changes qui lui soit propre.

COMMERCE INTERNATIONAL

	1950	1952	1953	1954 ^{a/}
	(en milliers de livres sterling)			
Commerce général d'importation	1.090,8	2.180,1	2.012,6	2.386,3
Commerce général d'exportation	2.144,9	3.169,0	3.113,7	3.135,4
Principales importations				
Marchandises diverses	333,1	672,4	483,2	584,6
Bois et matériaux de construction	99,1	174,4	112,0	298,9
Essence, huile, graisse, paraffine	...	247,4	155,2	191,8
Fournitures pour l'exploitation minière	...	...	178,3	130,2
Epicerie	83,7	88,1	102,6	111,7
Principales exportations				
Amiante	1.662,7	2.352,8	2.080,1	2.085,5
Bétail de boucherie	173,0	282,0	364,4	387,0
Coton brut	24,7	114,0	101,4	155,3
Arachides, décortiquées	10,0	11,6	21,7	144,6
Beurre	29,8	44,6	48,4	69,6

a/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Swaziland for the year 1954, Ibabane, 1955, p. 62 et 63.

Le Swaziland est partie à un accord douanier avec l'Union Sud-Africaine.

CONDITIONS SOCIALES

Il ne se pose aucun problème spécial concernant les relations raciales et culturelles. Selon la coutume indigène, les femmes sont confiées à la tutelle de leur mari ou, si elles ne sont pas mariées, à celle de leur père; lorsque le père est décédé, c'est le chef de famille qui assume la tutelle. Au moment du mariage, le père ou le tuteur reçoit une certaine quantité de bétail. La coutume indigène autorise la polygamie.

FINANCES PUBLIQUES

Recettes et dépenses (montant effectif)

	1947/48 ^{a/}	1951/52 ^{a/} (en milliers de livres sterling)	1952/53 ^{a/}	1953/54 ^{a/}
Recettes	472,4	824,2	988,4	1.150,8
Dépenses	523,3	722,1	840,0	990,7
Crédits provenant du Colonial Development and Welfare Fund	82,8	166,1	124,1	144,0
Dépenses pour les programmes de développement économique et social coloniaux	...	145,3	131,0	136,3
Principales catégories de recettes :				
Impôt sur le revenu	106,5	322,7	492,4	558,7
Droits de douane et contri- butions indirectes	64,0	79,8	88,9	100,0
Impôt indigène	49,7	58,3	60,6	68,2
Principales catégories de dépenses :				
Service de l'élevage et de l'agriculture	92,2	105,2	125,3	154,9
Service des travaux publics (dépenses ordinaires et extraordinaires)	120,0	123,9	162,5	232,0
Service médical	36,0	56,7	65,6	70,5
Service de l'enseignement	37,9	53,2	67,5	82,2

a/ Exercice financier prenant fin le 31 mars.

Au 31 mars 1954, la dette publique s'élevait à 150.381 livres sterling.

Impôts

Tout Africain adulte du sexe masculin est assujetti à l'impôt indigène à raison de 1 livre 15 shillings par an. Les Africains qui ont plus d'une femme paient 1 livre 10 shillings pour chaque femme supplémentaire, à concurrence de 4 livres 10 shillings. Les Africains ne paient pas d'impôt sur le revenu. L'impôt sur le revenu payé par les non-Africains et par les sociétés privées est progressif, de même que la surtaxe.

Tous les Européens adultes acquittent une capitation annuelle de 3 livres sterling.

BANQUES ET CREDIT

Deux banques commerciales ont des succursales dans divers centres. Le commerce avec les pays d'outre-mer emprunte surtout les voies commerciales de l'Union Sud-Africaine. Les banques commerciales appliquent la réglementation fixée par la Banque de réserve de l'Union Sud-Africaine en ce qui concerne les devises étrangères. Le territoire lui-même n'a pas de balance des paiements évaluable ni de service de contrôle des changes qui lui soit propre.

COMMERCE INTERNATIONAL

	1950	1952	1953	1954 ^{a/}
	(en milliers de livres sterling)			
Commerce général d'importation	1.090,8	2.180,1	2.012,6	2.386,3
Commerce général d'exportation	2.144,9	3.169,0	3.113,7	3.135,4
Principales importations				
Marchandises diverses	333,1	672,4	483,2	584,6
Bois et matériaux de construction	99,1	174,4	112,0	298,9
Essence, huile, graisse, paraffine	...	247,4	155,2	191,8
Fournitures pour l'exploitation minière	...	...	170,8	130,2
Epicerie	83,7	88,1	102,6	111,7
Principales exportations				
Amiante	1.662,7	2.352,8	2.080,1	2.085,5
Bétail de boucherie	173,0	282,0	364,4	387,0
Coton brut	24,7	114,0	101,4	155,3
Arachides, décortiquées	10,0	11,6	21,7	144,6
Beurre	29,8	44,6	48,4	69,6

a/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Swaziland for the year 1954, Ibadane, 1955, p. 62 et 63.

Le Swaziland est partie à un accord douanier avec l'Union Sud-Africaine.

CONDITIONS SOCIALES

Il ne se pose aucun problème spécial concernant les relations raciales et culturelles. Selon la coutume indigène, les femmes sont confiées à la tutelle de leur mari ou, si elles ne sont pas mariées, à celle de leur père; lorsque le père est décédé, c'est le chef de famille qui assume la tutelle. Au moment du mariage, le père ou le tuteur reçoit une certaine quantité de bétail. La coutume indigène autorise la polygamie.

MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

Il n'y a pas de Service du travail; les chefs de district sont chargés des questions de main-d'œuvre.

Le chômage ne pose aucun problème; chaque année, les grosses entreprises situées dans le territoire engagent une main-d'œuvre plus nombreuse. En 1954, 9.763 Souazis ont été recrutés pour travailler dans les mines et dans les industries agricoles de l'Union Sud-Africaine. Dans le territoire même, près de 3.000 travailleurs en moyenne ont été employés dans l'industrie minière, 2.000 à l'exécution du programme d'irrigation du Souaziland et 2.000 dans des entreprises d'exploitation forestière.

La durée normale de la semaine de travail dans les principales industries et dans les principaux services varie entre 36 et 60 heures; la plupart des salariés travaillent 48 heures par semaine^{1/}.

^{1/} Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Swaziland for the Year 1953, Mbabane, 1954, p. 9.

<u>Salaires</u>				
	1948 ^{a/}	1952 ^{b/}	1953 ^{b/}	1954
	L.s.d.	L.s.d.	L.s.d.	L.s.d.
Mines				
Travailleurs africains (par mois) ^{c/}	5. 7.0	5. 7.0	5. 7.0	...
Travailleurs européens (par jour) ^{d/}	17s.6d. à 27s.6d.	7.17.6	17.6	...
Entreprises commerciales				
Africains (par mois) ^{e/}	4.10.0	4.10.0	4.10.0	...
Européens (par an) ^{f/}	240. 0.0	240. 0.0	240. 0.0	...
Bâtiment				
Africains (par mois) ^{f/}	5. 0.0	5. 0.0	5. 0.0	...
Européens (par an)	420. 0.0	420. 0.0	420. 0.0	...
Travaux publics				
Africains (travailleurs qualifiés, par jour) ^{g/}	1s.5d. à 9s.	1s.5d. à 9s.	1s.5d. à 9s.	...
Africains (travailleurs non qualifiés, par jour) ^{g/}	9d. à 1s.5d.	9d. à 1s.5d.	9d. à 1s.5d.	...
Européens (travailleurs qualifiés, par jour)	25s. à 40s.	25s. à 40s.	25s. à 40s.	...
Européens (travailleurs non qualifiés, par jour)	0.11.6	0.11.6	0.11.6	...
Domestiques				
Africains (par mois) ^{e/}	£1.10s. à £4	£1.10s. à £5	£1.10s. à £5	...

a/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Swaziland for the Year 1948, Londres, 1951, p. 23 et 24.

b/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Swaziland for the Year 1952, Ibabane, 1953, p. 16 et 17.

c/ Avec logement, nourriture et soins médicaux gratuits.

d/ Avec logement non meublé.

e/ Avec logement et rations.

f/ Avec logement.

g/ Avec rations.

Organisations professionnelles

Il n'y a pas d'organisations ouvrières ou patronales. Il existe des associations de fonctionnaires européens et de fonctionnaires africains.

Des dispositions législatives sur l'enregistrement et la réglementation des syndicats et sur le règlement des conflits du travail sont en vigueur. En 1954, il n'y a pas eu de conflits du travail.

Un bureau des trois territoires du Haut-Commissariat, dont le siège est à Johannesburg, s'occupe du service social pour les Souazis qui travaillent dans l'Union Sud-Africaine. Pour les industries établies dans le territoire, le service social est assuré par le chef du personnel des grandes entreprises.

Formation professionnelle

A l'école professionnelle de Mbabane, des cours de construction, de menuiserie et de mécanique automobile, d'une durée de quatre ans, sont organisés à l'intention des Africains. Les apprentis africains paient, à la fin du stage de quatre ans, un droit global de scolarité de quinze livres sterling, qui comprend les frais d'études, la pension et le logement, ainsi que les frais d'outils.

Les Européens ne reçoivent aucune formation professionnelle dans le territoire; un certain nombre d'établissements leur sont ouverts à cet effet dans l'Union Sud-Africaine.

SOCIETES COOPERATIVES

Deux sociétés coopératives sont enregistrées dans le territoire : la Swaziland Co-operative Tobacco Company Limited, qui compte 453 membres, et la Swaziland Civil Servants Co-operative Society Limited, qui compte 219 membres.

URBANISME, AMENAGEMENT DES CAMPAGNES ET LOGEMENT

Pour le programme de construction de logements, l'Administration a dépensé 30.500 livres en 1953/54 et 20.000 livres en 1954/55. Elle envisage l'exécution d'un programme de construction très important au cours des cinq prochaines années.

ASSISTANCE SOCIALE ET PROGRES SOCIAL

Il n'existe pas de service d'assistance sociale, et, en dehors de l'indemnisation prévue par la Proclamation sur les accidents du travail, il n'y a pas d'assurances sociales. D'ordinaire, les tribus et les groupes familiaux prennent soin de leurs membres âgés ou invalides. Une aide financière est accordée aux démobilisés et à leurs familles par l'intermédiaire de l'African Soldiers' Benefit Fund. Les enfants sans ressources sont secourus par la Nazarene Mission, qui dirige un petit orphelinat, et par la Child Welfare Society du Souaziland méridional.

Lutte contre le crime et traitement des délinquants

Statistiques de la criminalité

	Nombre de condamnés			
	1949 ^{a/}	1952 ^{b/}	1953 ^{c/}	1954 ^{d/}
Délits contre les personnes	1.525	1.003	1.767	1.901
Délits contre les biens	1.018	1.233	1.557	1.581
Autres délits	<u>3.718</u>	<u>6.204</u>	<u>5.193</u>	<u>4.898</u>
Total	6.261	8.440	8.517	8.380

Peines prononcées

Peines privatives de liberté	1.774	2.255	868	969
Peines pécuniaires	3.184	4.774	3.955	3.127
Châtiments corporels	183	229	211	159

-
- a/ Souaziland : Annual Report of the Commissioner of the Swaziland Police for the Year 1949, Annexe "C".
- b/ Souaziland : Annual Report of the Commissioner of Police, Swaziland, for the Year 1952, Annexe "B".
- c/ Souaziland : Annual Report of the Commissioner of Police, Swaziland, for the Year 1953, Annexe "B".
- d/ Souaziland : Annual Report of the Commissioner of Police, Swaziland, for the Year 1954, Annexe "B".

Etablissements pénitentiaires

Il y a huit prisons. La moyenne journalière des détenus dans toutes les prisons a été de 383 personnes en 1954, contre 442 en 1953. Les prisonniers qui subissent une peine de plus d'un mois peuvent, en travaillant, obtenir la remise d'un tiers de leur peine^{1/}.

-
- 1/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Swaziland for the Year 1953, Mbabane, 1954, p. 42.

SANTÉ PUBLIQUE

Les fonctions officielles en matière de santé publique et d'hygiène sont exercées par le Service médical et les autorités locales. L'action sanitaire générale est entreprise par le médecin-chef du Service de santé et par les médecins de district en collaboration avec les commissaires de district, qui jouent le rôle d'autorités locales dans leurs régions respectives. Dans les régions urbaines, les autorités locales bénéficient du concours de comités consultatifs et des représentants locaux des services techniques.

Dépenses (montant effectif)

	1948/49 ^{a/}	1951/52 ^{b/}	1952/53 ^{b/}	1953/54 ^{c/}
	(en milliers de livres sterling)			
Dépenses pour les services médicaux et sanitaires (dépenses ordinaires et dépenses d'équipement)	41,6	56,7	65,6	70,5
Dépenses pour les programmes de développement économique et social des colonies	6,3	27,3	12,3	12,0

a/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Report on Swaziland for the Year 1949, Londres, 1951, p. 16 et 17.

b/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Report on Swaziland for the Year 1953, Mbabane, 1954, p. 11.

c/ Swaziland : Annual Medical and Sanitary Report for the Year 1953, p. 3.

Personnel médical et sanitaire

	1952 ^{a/}		1953		1954 ^{c/}	
	Fonction- naires	Non fonc- tion- naires <u>a/</u>	Fonction- naires	Non fonc- tion- naires <u>b/</u>	Fonction- naires	Non fonc- tion- naires
Médecins diplômés	9	...	9	15	9	15
Médecins agréés	-	...	-	2	-	2
Médecins auxiliaires	1	...	...	...	6	...
Infirmières qualifiées	12	...	14	19	14	19
Infirmières licenciées	(	(	44	21	44	32
Infirmières ayant une formation partielle ^{d/}	(48	(...	11	34	11	45
Assistants d'hôpitaux ^{d/}	4	...	4	...	4	...
Sages-femmes diplômées	...	...	...	3	...	...
Inspecteurs d'hygiène	1	-	1	-	1	-
Assistants des services antipaludiques	10	...	10	...	10	...
Personnel de laboratoire et personnel radio- logue	1	...	2	1	2	1
Pharmaciens	...	...	1	2	1	2
Préparateurs en pharmacie	2 ^{e/}	...	3	...	3	...

a/ Y compris le personnel des missions.

b/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Swaziland for the Year 1953, Mbabane, 1954, p. 34.

c/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Swaziland for the Year 1954, Londres, 1955, p. 32.

d/ Dont un a également reçu une formation de préparateur en pharmacie.

e/ Dont un a reçu une formation de radiographe.

	<u>Etablissements hospitaliers^{a/}</u>							
	<u>Nombre d'établissements</u>				<u>Nombre de lits</u>			
	<u>1948^{b/}</u>	<u>1952^{c/}</u>	<u>1953^{d/}</u>	<u>1954^{e/}</u>	<u>1948^{b/}</u>	<u>1952^{c/}</u>	<u>1953^{f/}</u>	<u>1954^{g/}</u>
Hôpitaux de médecine générale	3	5	7	7	186	255	229 ^{h/}	229 ^{h/}
Hôpitaux auxiliaires (pavillons)	-	1	1	1	-	16	16	16
Dispensaires	17	18	21	22	...	...	...	...

a/ Publics et privés.

b/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Swaziland for the Year 1948, Londres, p. 35.

c/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Swaziland for the Year 1952, Mbabane, 1953, p. 32 et 33.

d/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Swaziland for the Year 1953, Mbabane, 1954, p. 35.

e/ Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Swaziland for the Year 1954, Mbabane, 1955, p. 33.

f/ Swaziland : Annual Medical and Sanitary Report for the Year 1953, p. 23, 24 et 25.

g/ Swaziland : Annual Medical and Sanitary Report for the Year 1954, p. 28, 29 et 30.

h/ Le nombre de lits indiqué est celui de trois hôpitaux publics seulement.

Comme en 1952 et en 1953, il y avait en 1954 une léproserie, un centre de lutte antipaludique et un laboratoire d'hygiène publique.

Depuis 1953, il y a aussi quatre services radiologiques. Il n'existe pas de formations mobiles.

En 1954, on a ouvert, au Raleigh Fitkin Memorial Hospital, un pavillon pour tuberculeux qui compte vingt lits.

Les services officiels de formation de personnel comprennent un cours d'une durée de quatre ans et demi pour former des infirmières et des sages-femmes africaines et un cours de deux ans pour former des aides-infirmières. Ces cours sont organisés au Raleigh Fitkin Memorial Hospital à Bremersdorp.

Les maladies les plus répandues sont les maladies vénériennes, la dysenterie, l'entérite infantile, la bilharziose et la tuberculose. Vingt six centres sont équipés pour le traitement des maladies vénériennes. L'expérience-témoin de lutte

contre la bilharziose a été étendue et protège maintenant environ 15.700 habitants. Le nombre des cas de paludisme a diminué en 1954 : on a constaté 58 cas cette année-là, contre 574 en 1953. Le système des tinettes utilisé dans toutes les communes est actuellement remplacé par celui des fosses septiques à usage privé ou public. Un réseau d'adduction d'eau existe dans cinq villes.

Les trois principaux hôpitaux et la plupart des centres sanitaires du territoire ont créé des dispensaires prénatals et de puériculture.

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

En matière d'enseignement, la politique vise à améliorer le caractère et à augmenter les capacités de l'ensemble de la population, ainsi qu'à élever son niveau d'instruction. Actuellement, le but principal est d'instituer un réseau d'écoles primaires pour préparer la voie à la diffusion générale de l'enseignement.

Pour les enfants africains, eurafricains et européens, l'enseignement primaire est gratuit dans les écoles publiques ou subventionnées par l'Administration. L'enseignement n'est pas obligatoire pour les Africains et les Eurafricains. Il est obligatoire pour les enfants européens âgés de 7 à 16 ans.

Le Service de l'enseignement comprend une division africaine, une division eurafricaine et une division européenne; il est chargé de tout ce qui concerne l'enseignement. Il reçoit des avis de comités consultatifs de l'enseignement institués à l'échelon de l'école, du district et du territoire. La plupart des écoles africaines sont dirigées par des missions religieuses qui reçoivent une aide de l'Administration.

	<u>Dépenses</u>			
	1948	1952	1953	1954
	(en milliers de livres sterling)			
Dépenses ordinaires (montant effectif)	(63,0	85,7	107,7	106,8
Dépenses d'équipement (montant effectif)		<u>3,6</u>	<u>9,5</u>	<u>16,0</u>
Total		94,3	117,2	122,8
Aide reçue de la métropole (affectée au paiement des dépenses ordinaires et des dépenses d'équipement)	22,2	24,2	22,6	68,2

REGIME SCOLAIRE

Les établissements d'enseignement primaire pour Africains comprennent des écoles primaires supérieures, dont l'enseignement dure huit ans et mène à la classe VI; des écoles moyennes dont l'enseignement dure six ans et mène à la classe IV; et des écoles vernaculaires élémentaires dont l'enseignement dure quatre ans et mène à la classe II. Il y a trois écoles secondaires qui donnent un enseignement complet jusqu'à l'examen de fin d'études secondaires, et trois écoles secondaires du premier degré dont l'enseignement mène au junior certificate.

Au cours des premières années de l'enseignement primaire, la langue principale d'enseignement est le zoulou; à partir de la septième année, on emploie exclusivement l'anglais.

La question de l'enseignement technique a été traitée en partie plus haut sous le titre "Formation professionnelle". Il existe une école d'arts ménagers pour jeunes filles, où, pendant deux ans, les élèves apprennent la couture, la cuisine, la puériculture et l'économie domestique en général. La formation du personnel enseignant a lieu à l'école normale de Matapha, où l'on donne des cours d'une durée de deux ans en vue de former des instituteurs pour les écoles moyennes de l'enseignement primaire. Il existe en outre une école missionnaire qui forme des instituteurs pour les écoles vernaculaires élémentaires et pour les écoles moyennes de l'enseignement primaire. Il n'existe pas dans le territoire d'établissements de préparation pédagogique pour la formation de maîtres de l'enseignement primaire supérieur.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, un petit nombre d'étudiants africains peuvent s'inscrire dans les universités de l'Union Sud-Africaine^{1/}.

Les enfants eurafricains fréquentent des écoles primaires spéciales, subventionnées par l'Administration, et dont le programme est le même que celui des écoles pour enfants européens. L'enseignement technique et professionnel leur est donné à l'école professionnelle de Mbabane. Les filles peuvent fréquenter une école des arts ménagers.

Les enfants européens reçoivent l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire dans le territoire. Il n'existe pas d'établissements d'enseignement professionnel ni d'enseignement supérieur pour les Européens; ces derniers peuvent fréquenter des établissements de l'Union Sud-Africaine.

^{1/} Souaziland : The Annual Report of the Principal Education Officer, 1954.

<u>Ecoles</u> ^{a/}												
Pour Africains				Pour Eurafricains				Pour Européens				
	1948	1952	1953	1954	1948	1952	1953	1954	1948	1952	1953	1954
	<u>b/</u>	<u>c/</u>	<u>d/</u>	<u>e/</u>	<u>b/</u>	<u>c/</u>	<u>d/</u>	<u>e/</u>	<u>b/</u>	<u>c/</u>	<u>d/</u>	<u>e/</u>
Ecoles primaires	(	216	216	224	4	4	4	4	5	5	5	5
Ecoles secondaires	(	5	5	6					2	3	3	3
Ecoles profession-	(
nelles	(	182	2	2								
Ecoles normales	(	1	2	2								

a/ Publiques et privées

b/ Souaziland : The Annual Report of the Director of Education, 1948, p. 6 à 12.

c/ Souaziland : The Annual Report of the Principal Education Officer, 1952, p. 18 à 23.

d/ Souaziland : The Annual Report of the Principal Education Officer, 1953, p. 17 à 23.

e/ Souaziland : The Annual Report of the Principal Education Officer, 1954, p. 14 à 22.

Le nombre d'écoles primaires pour Africains indiqué pour l'année 1954 comprend 91 écoles privées non subventionnées. Deux des écoles pour Européens étaient également privées. Les écoles pour Eurafricains avaient des classes d'enseignement secondaire (au-dessus de la classe VI) menant au junior certificate.

	<u>Elèves</u> ^{a/}											
	Africains				Eurafricains				Européens			
	1948 ^{a/}	1952 ^{c/} _{e/}	1953 ^{d/} _{e/}	1954 ^{e/}	1948 ^{b/}	1952 ^{c/} _{e/}	1953 ^{d/} _{e/}	1954 ^{e/}	1948 ^{b/}	1952 ^{c/} _{e/}	1953 ^{d/} _{e/}	1954 ^{e/}
Ecoles primaires	10.893	15.437	15.985	17.834	211	{ 341	{ 342	367	520	{ 761	{ 744	706
Ecoles secondaires	203	332	380	482	11	{	{	29	68	{	{	109
Ecoles profession- nelles	...	{ 64	{ 87	68	...	...	...	12	-	-	-	-
Ecoles normales	...	{	{	64	...	...	...	...	-	-	-	-
	<u>Maîtres</u> ^{a/}											
Ecoles primaires	{	414	459	488	...	{ 17	{ 16	16	...	{ 44	{ 45	37
Ecoles secondaires	{	{	{	24	...	{	{	2	...	{	{	8
Ecoles profession- nelles	{ 317	{ 33	{ 32	11	...	-	-	-	...	-	-	-
Ecoles normales	{	{	{	6	...	-	-	-	...	-	-	-

a/ Ecoles publiques et écoles privées.

b/ Souaziland : The Annual Report of the Director of Education, 1948, p. 11 à 17.

c/ Souaziland : The Annual Report of the Principal Education Officer, 1952, p. 34, 35 et 36.

d/ Souaziland : The Annual Report of the Principal Education Officer, 1953, p. 34, 35 et 36.

e/ Souaziland : The Annual Report of the Principal Education Officer, 1954, p. 53.

INSTRUCTION DES ADULTES

Plus de trente clubs de femmes adultes ont été constitués. Les hommes ont formé un certain nombre d'associations d'agriculteurs qui écoulent les produits apportés par leurs membres et servent de lieu de réunion pour des échanges de vues. Il y a des centres sociaux dans trois villes. Dans deux prisons importantes, des cours sont organisés à l'intention des analphabètes.

ORGANISATIONS DE JEUNESSE

Le mouvement des éclaireurs et des éclaireuses groupe au total plus de 400 membres et reçoit une aide financière de l'Administration.

INSTITUTIONS CULTURELLES

Il y a cinq bibliothèques publiques, treize bibliothèques scolaires, une bibliothèque centrale où les livres sont consultés sur place et un musée.

INFORMATION DES MASSES

Un hebdomadaire est publié en anglais et un autre dans la langue vernaculaire. Le Service de l'enseignement publie un journal trimestriel qui intéresse particulièrement le personnel enseignant. Il existe six cinémas payants. Sept écoles ont chacune un projecteur de 16 mm. Deux cinémas ambulants sont utilisés par le Service de l'enseignement. Il n'y a pas de radiodiffusion dans le territoire^{1/}.

^{1/} . Royaume-Uni : Commonwealth Relations Office, Annual Report on Swaziland for the Year 1954, Mbabane, 1955, p. 46.